

## LE BARIL AU-DESSOUS DES 50 DOLLARS

# Vers un deuxième choc pétrolier

**Lentement et insidieusement, les prix du baril du pétrole continuent leurs tendances baissières. Ces derniers jours, et dans les principales bourses mondiales, l'or noir a baissé au-dessous des 50 dollars ! L'Algérie, dont le gouvernement ressort toujours son argument com-mode et en vogue consistant à «contextualiser» la baisse des prix, a du mouron à se faire.**

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Sale temps pour l'économie algérienne. Une économie mono-exportatrice depuis plusieurs décennies, voit, au fil des jours, ses revenus pétroliers se raréfier. Et il ne s'agit plus d'une baisse conjoncturelle (comme ce fut le cas en 2008) des prix de l'or noir avec son lot d'impacts sur la balance commerciale.

Entamée il y a un peu plus d'une année, la conjoncture baissière des prix sur les marchés mondiaux continue. Au moment où le gouvernement tente, un tant soit peu, de «rassurer» les Algériens quant à la prise en compte de cette donne via la LFC 2015, qui table sur une moyenne des prix du baril oscillant autour de 60 dollars, le baril de l'or noir a chuté au-dessous des 50 dollars. Largement attendues par

l'ensemble des acteurs économiques et sociaux, les mesures prises dans la LFC 2015 sont, de l'avis des spécialistes, insuffisantes pour supporter le choc de cette crise qui s'installe dans la durée. Et pour cause, «la LFC 2015 a tenté, mais à la marge, de réduire la crise financière» pour reprendre les propos de Mustapha Mekideche. «On n'est plus dans la même conjoncture de 2008-2009. Et les mesures prises dans la LFC 2015 sont à la marge. Plus on attend, plus on hypothèque les chances d'absorption de la crise et ce, économiquement et politiquement», nous a indiqué M. Mekideche, expert et néanmoins vice-président du Conseil national économique et social (Cnes), une institution relevant de la présidence la République. Même constat chez les experts du think-tank Care. Pour ces derniers, le gouvernement agit encore comme s'il ne s'agissait que de gérer des difficultés économiques passagères. Et pourtant, alertent-ils, notre pays est entré, actuellement, dans une crise sévère dont tout laisse à penser qu'elle est porteuse de menaces potentiellement graves, très comparables à celles vécues à la fin des années 1980.

Les chiffres pourtant publiés par des organismes officiels donnent froid dans le dos : diminution de 50% des recettes attendues en devises pour 2015 (34 milliards de dollars) par rapport à 2014 (68 milliards de dollars), tandis que les importations devront s'établir à 57,3 milliards de dollars (contre 65,44 milliards de dollars dans la loi de finances initiale 2015 et 60 milliards de dollars en 2014). Le déficit bud-



Photo : DR

**L'Algérie est entrée dans une crise sévère.**

gétaire, quant à lui, dépasserait les 1900 milliards de DA à fin 2015, ce qui va obérer les ressources du Fonds de régulation des recettes (FRR). «Le FRR fonctionne, depuis longtemps déjà, plutôt comme un «bas de laine» que comme un outil de régulation de la gestion budgétaire ; il sera totalement épuisé au cours de l'année 2017, si l'Etat maintient, comme il le fait, le rythme actuel de croissance de ses dépenses», selon les experts du Care.

Face à la brutalité de ce choc externe qui ne sera certainement amorti ni par une diminution significative des importations ni par une diminution des dépenses budgétaires, l'économie algérienne a besoin d'une vraie politique volontariste qui fasse des entreprises, privées et publiques, le moteur d'une croissance forte

et durable, seule en mesure de créer massivement de la richesse et des emplois et de répondre aux immenses besoins sociaux de la population algérienne. «Il faut des réformes structurelles», résume M. Mekideche.

Dans l'une de ses contributions publiques, le spécialiste en énergie Chems Eddine Chitour, professeur à l'Ecole nationale polytechnique d'Alger, soutient que l'Algérie, dont le gros des recettes extérieures, soit quelque 98%, tout comme l'essentiel de son édifice budgétaire, sont sous-tendus par la grâce d'un baril de pétrole cher, a besoin notamment de réformes immédiates du climat des affaires, une simplification considérable des procédures à l'investissement.

S. B.

## ÉVENTUALITÉ D'UNE RÉUNION EXTRAORDINAIRE DE L'ORGANISATION PÉTROLIÈRE

# Khebri évoque des discussions en cours au sein de l'Opep

**«Les discussions se poursuivent au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep)», sur l'éventualité d'une réunion extraordinaire, assurait hier le ministre de l'Energie, en visite au siège de l'Opérateur du système électrique (OSE, société du groupe Sonelgaz).**

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Interrogé sur la réaction attendue de l'Opep dans le contexte de baisse des prix du pétrole, Salah Khebri a affirmé que la concertation «est en cours» entre les douze pays membres de l'organisation pétrolière en vue d'arriver à une «décision collecti-

ve». Cela même si le ministre de l'Energie concèdera qu'il faudra «du temps» pour arriver à une telle décision dans la mesure où les 12 membres de l'Opep ont «leurs intérêts propres».

Ce faisant, le ministre de l'Energie ne manquera pas de remettre en cause la récente affir-

mation du secrétaire général de l'organisation, Abdallah El Badri, selon lequel l'organisation ne devrait pas revoir le niveau de production.

«Le secrétaire général ne représente pas l'organisation. Il y a la Conférence ministérielle au-dessus», dira-t-il, une instance à même de décider de réagir face à la chute des cours de l'or noir et de décider d'une révision ou non du plafond de production (30 millions de barils/j). Une baisse des prix du pétrole qui était au demeurant «prévue», affirmera Salah Khebri, notamment lors de la der-

nière réunion tenue par l'Opep. Une situation baissière que le ministre de l'Energie expliquera par une «offre importante» par rapport à la demande et qui selon lui devrait perdurer. Cela dans la mesure où l'offre est excédentaire et un excédent qui devrait s'accroître encore avec l'arrivée attendue d'ici la fin de l'année du pétrole iranien, en raison de «la détente» découlant de l'accord sur le nucléaire iranien, et d'une demande faible, à cause de problèmes économiques en Chine, et qui devrait faiblir encore.

C. B.

## ALIMENTATION EN ÉLECTRICITÉ

# Il n'y a pas de délestage, assure Khebri

**«Il n'y a pas de délestage» dans l'alimentation en électricité, relevait hier le ministre de l'Energie, lors d'une visite du siège de l'Opérateur du système électrique (OSE, société du groupe Sonelgaz) à Alger.**

Certes, Salah Khebri concèdera l'existence de «perturbations», de coupures mais qui concernent essentiellement la distribution, selon le ministre, qui appellera à «être réaliste» et à comparer entre les situations antérieures et le présent. Néanmoins, les sociétés du groupe Sonelgaz déploient selon le ministre des efforts importants pour satisfaire la demande en électricité. Une demande qui connaît un accroisse-

ment quotidien de 50% entre la période matinale et le soir, relèvera Salah Khebri, indiquant un pic de plus de 12 000 MW.

Et une consommation qui a cru de 14% entre l'année dernière et 2015, une augmentation de la consommation qui résulte principalement de l'utilisation des climatiseurs qui représente une charge de 3 000 MW, indique le ministre de l'Energie. Pour autant, les filiales de la holding énergétique sont confrontées «quotidiennement» à des contraintes, observera Salah Khebri. Il citera ainsi le problème des droits de passage (les oppositions de riverains à l'installation de pylônes et autres infrastructures), les agressions sur les ouvrages... Ce «qui impacte» sur les projets programmés en vue de renforcer les capacités en termes d'offre et «par conséquent, créé des problèmes de

pointe», relèvera M. Khebri. Et des efforts pour couvrir la demande également déployés par l'Etat en dépit du fait que la tarification n'a pas évolué depuis 2005, relèvera-t-il, tout en éluant la question de la révision de ladite tarification.

Notons que l'OSE, filiale à 100% de Sonelgaz et créée en vertu de la loi sur l'électricité, assure l'équilibre permanent entre la consommation, la production, la sécurité et la fiabilité de l'alimentation électrique.

Un opérateur essentiel dont la vocation est d'anticiper en matière de demande et de veiller à la bonne conduite de la chaîne de la production-transport-distribution. Ceci en attendant la mise en place de l'Opérateur du Marché, également prévue par la loi en vigueur.

C. B.

## RÉHABILITATION DE LA RAFFINERIE

### D'ALGER

# Sonatrach pourrait relancer le projet en dehors de Technip

Le groupe Sonatrach «est en train de voir comment relancer le projet de réhabilitation de la raffinerie d'Alger, en dehors de la société Technip», indiquait hier le ministre de l'Energie.

Répondant à une question sur la décision de la société française d'introduire une demande d'arbitrage auprès de la Chambre de commerce international, après l'arrêt des travaux et la rupture du contrat la liant à Sonatrach, Salah Khebri assurera que la compagnie nationale a déjà pris les devants. «Sonatrach a précédé (Technip) et a déposé un dossier», dira le ministre de l'Energie qui considère que ce litige commercial doit être réglé entre les deux parties et que la procédure d'arbitrage «est en cours».

Néanmoins, Sonatrach est «en train de voir comment relancer ce projet en dehors de Technip», dira Salah Khebri qui estime essentiel que le projet «entre en production». «Il y a des procédures en cours au niveau de Sonatrach pour terminer le projet», précise-t-il, en observant que les sous-traitants sont «là» et qu'il s'agit de les réintégrer. Par ailleurs, le ministre de l'Energie n'a pas voulu se prononcer sur la rationalisation de l'utilisation des carburants, considérant que ce dossier «est en cours d'étude» et qu'il sera explicité en temps opportun, «à court terme» selon lui.

Notons d'autre part que la réalisation de grands centres de stockage de carburants et produits pétroliers dans les grandes villes du pays a été abordée lors d'une réunion qui a regroupé le matin le ministre de l'Energie avec les directeurs de l'énergie (DDE) des wilayas de Sétif, Oran, Constantine et Annaba. Succédant aux deux réunions, tenues mercredi et jeudi derniers avec les DDE des wilayas du centre du pays et avec le DDE d'Alger, la réunion d'aujourd'hui a permis au ministre du secteur tant d'évaluer l'action des cadres locaux que la situation sectorielle (accessibilité à l'énergie, qualité de service, avancement des projets, gestion des contraintes...).

Tout en constatant l'avancement satisfaisant des projets et l'amélioration certaine de la qualité de service, Salah Khebri a toutefois invité ses cadres locaux à davantage de dynamisme, de pro activité et réactivité avec les autorités locales.

C. B.